



Halte au pogrom annoncé à Mayotte par le gouvernement français !

Selon plusieurs médias français, **le ministre de l'intérieur français Gérard Darmanin** prévoit d'envoyer près d'un millier de policiers et gendarmes ainsi que des bulldozers pour détruire les logements où habitent plusieurs milliers de Comoriens sur l'île comorienne de Mayotte!

Cette opération appelée **UWAMBUSHU** [ASSASSINAT en swahili NDRL], prévue pour 2 mois à partir du 22 avril, a eu l'aval de l'Élysée et entraînera des conséquences humanitaires dramatiques du fait des familles, femmes, enfants et personnes âgées qui se retrouveront dehors sans toit ni garantie de relogement, comme cela s'est déjà produit par le passé. Hélas, les destructions de maisons et les expulsions ont déjà commencé!

Le monde libre se pose ces questions de bon sens :

- Pourquoi le **ministère français** qui se vante d'avoir procédé à 24 500 expulsions de Mayotte en 2022 (soit plus de 10% de la population de l'île), aspire -t - il à doubler ce volume en 2023 ?
- Pourquoi dans ce département le plus pauvre, **l'état français** poursuit - il une politique répressive de rejet violent de la partie la plus précaire ? Est - ce pour masquer son échec enregistré tant au niveau économique (économie de pure consommation ayant généré 77% de précaires en dessous du seuil de pauvreté) qu'au niveau social (une société à deux vitesses où les plus démunis produisent et subissent des violences quotidiennes) ?
- Pourquoi ce climat de violence est - il entretenu en permanence, par **des politiciens extrémistes Mahorais**, qui se servent des Comoriens des autres îles comme boucs émissaires, et qui continuent à utiliser des « sorodas » [ces milices armées qui ont persécuté et torturé des patriotes partisans de l'unité de l'archipel des Comores] pour déloger des Comoriens jugés indésirables sur Mayotte ?

La situation est grave ! L'on sait que, ni la chasse à l'homme quotidienne par des policiers zélés de la **PAF** [Police de l'Air et des Frontières française], ni les délogements spectaculaires de Comoriens par des « comités villageois » [ces milices armées manipulées par des politiciens locaux] , ne viendront à bout de cette violence inhérente à un système en déséquilibre ! Au contraire, ce cocktail explosif tend vers la guerre civile qu'entretiennent les *nettoyeurs* de Mayotte !

Dans cette situation, **l'état français** qui organise ces déplacements forcés de populations dans un même territoire, est passible de **crime contre l'humanité** selon l'article 7 du *Statut de Rome* dont la France est signataire. Car Mayotte est une île comorienne au regard du Droit International selon la **résolution 3385 XXX des Nations Unies** (du 12 novembre 1975) qui affirme *l'intégrité territoriale des Îles Comores composées de la Grande Comores, Mayotte, Mohéli et Anjouan.*

Dans cette situation de déni des droits à Mayotte, **Nous, associations, personnalités de la société civile en résistance, partis politiques, réunis au sein du Collectif Stop Uwambushu à Mayotte (CSUM)**, avec tous nos soutiens,

- Demandons L'ANNULATION pure et simple de l'opération **UWAMBUSHU**;
- Disons STOP à la déportation de Comoriens déjà à Mayotte vers les autres îles sœurs ;
- Disons STOP à la destruction des habitations de Comoriens déjà établis à Mayotte ;
- Demandons aux autorités comoriennes de dénoncer *l'accord cadre franco comorien de 2019*. Accord où il est statué que *l'Union des Comores* doit participer à entraver la libre circulation dans l'archipel des Comores.

Moroni-Mustamudu - Fomboni - 16 Avril 2023